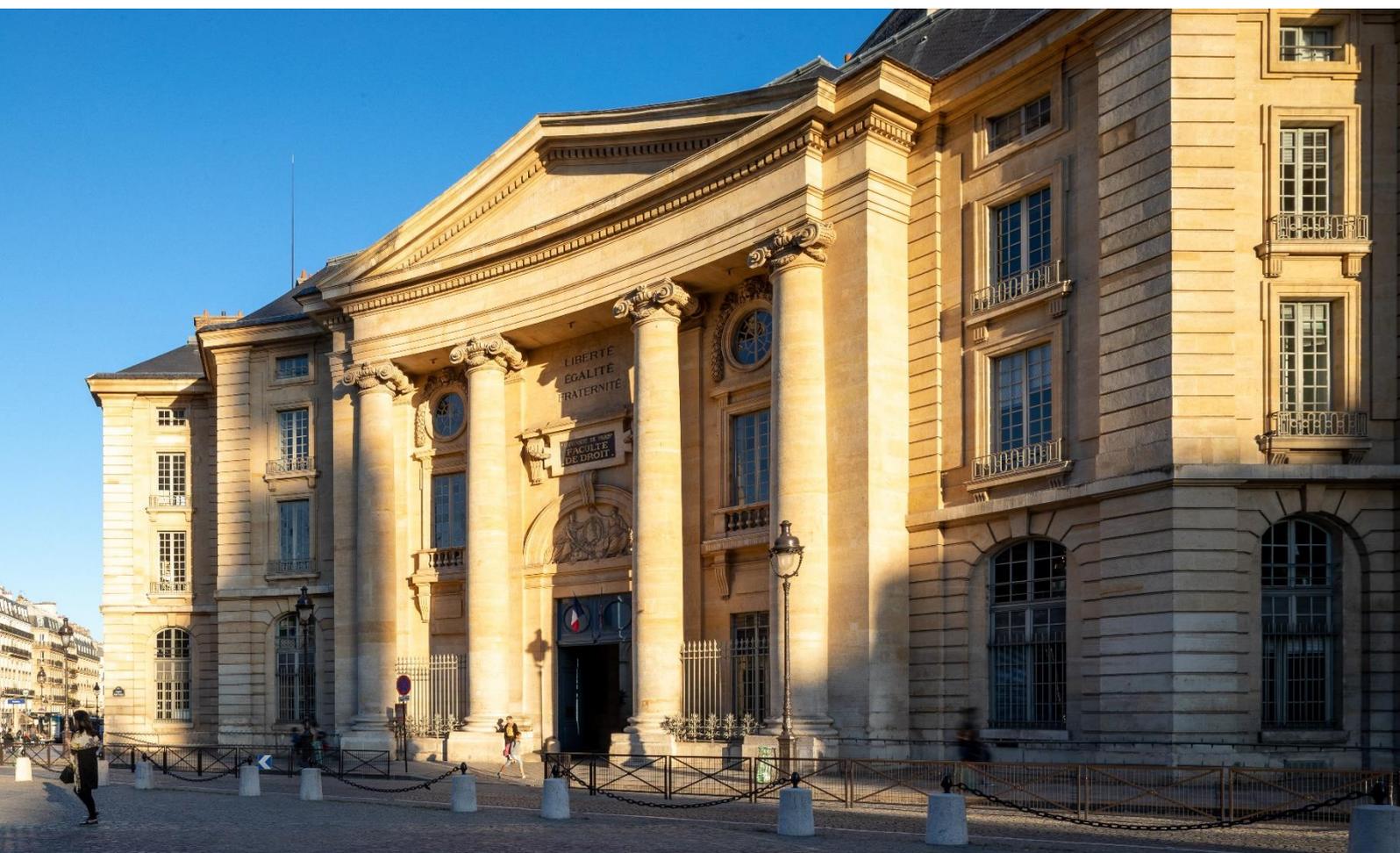


REVUE DE PRESSE

16 septembre 2021 – 18 octobre 2021



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

DIRCOM Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Enseignants, chercheurs et doctorants

RFI

16 octobre 2021

avec Gilles Dorronsoro, professeur de sciences politiques

L'émirat islamique d'Afghanistan au bord de l'effondrement ?

Il y a deux mois, les talibans reprenaient la main sur l'Afghanistan. Deux semaines plus tard les Américains quittaient le pays. La guerre ne semble pas pour autant terminée. La faction afghane de Daech, appelée État islamique au Korasan poursuit sa croisade contre le pouvoir taliban sur fond d'attentats. Sur le plan international le débat se poursuit sur l'attitude à adopter face au nouveau régime.

Mardi 12 octobre, les dirigeants des pays du G20 se sont réunis à distance. Deux grands absents : Xi Jinping et Vladimir Poutine qui sont prêts à tendre la main aux nouvelles autorités. Alors que la situation économique et humanitaire se dégrade fortement, les talibans rencontraient récemment et pour la première fois une délégation américaine à Doha au Qatar.

[Lien vers l'article](#)

Philosophie Magazine

14 octobre 2021

avec Jean-Baptiste Brenet, professeur de philosophie

Jean-Baptiste Brenet : "La philosophie arabe ne s'est pas faite malgré elle, par hasard et passivement"

On entend souvent que la pensée arabe serait réduite à un rôle de « passeur ». Que pensez-vous de cette affirmation ?

Jean-Baptiste Brenet : Que les penseurs arabes aient été des passeurs, c'est exact, mais ils ne se réduisent aucunement à cela. Le passeur n'est qu'un intermédiaire, sans consistance, sans génie propre, et son intervention, fût-elle cruciale, est neutre : en lui-même, en somme, il ne compte pas. Or, la réalité fut tout autre. Il faut redire, bien sûr, que la pensée arabe (j'entends « arabe » au sens linguistique, et non pas ethnique : est « arabe » la pensée qui s'est conçue, écrite, diffusée en arabe) a hérité d'une partie du prodigieux savoir grec et qu'après des siècles, au gré de ce qu'on appelle la *translatio studiorum* (le transfert des études, des centres d'étude), elle a légué ce savoir au monde occidental qui l'avait très largement perdu (la *Physique* d'**Aristote** et son traité *De l'âme*, par exemple, reparaissent en Occident à la fin du XII^e siècle du fait de traductions latines faites sur l'arabe).

[Lien vers l'article](#)

Ouest France

14 octobre 2021

avec Marianne Rousset, chargée de développement et des relations entreprises

Larmor-Plage. La mutualisation de la police municipale débattue en conseil

Prenant en compte l'accroissement des incivilités et une délinquance nouvelle, les maires de Larmor-Plage (Morbihan) et de Lorient souhaitent coordonner leurs actions et donner plus de moyens à la police municipale. La convention qui doit être signée en ce sens, a été présentée aux élus lors du conseil municipal de mercredi.

Si l'ensemble des élus se dit favorable à une mutualisation, un article de la convention fait grincer des dents, celui relatif à l'équipement.

Marie-France Normant, élue d'opposition, s'inquiète que « **ce bordereau ne soit qu'un prétexte pour armer notre police municipale.** » Et d'ajouter : « **Monsieur le maire, ceci n'était pas dans votre programme, cela mérite donc quelques échanges ce soir.** »

[Lien vers l'article](#)

The Conversation

14 octobre 2021

avec Sébastien Ledoux, chercheur en histoire contemporaine

Entre sidération, deuil et débats nécessaires : les premiers résultats d'une enquête à l'École après la mort de Samuel Paty

Après la mort de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie assassiné le 16 octobre 2020, les enseignants ont vécu les heures et les jours qui ont suivi dans un mélange d'incrédulité, d'effroi, de sidération et d'angoisse.

Ce temps d'après correspondait pour eux aux vacances scolaires de la Toussaint, une situation bien différente de celle qui avait prévalu après l'attentat du 7 janvier 2015 au siège de Charlie Hebdo, quand l'institution scolaire avait pu organiser dès le lendemain une minute de silence en hommage aux journalistes assassinés.

Lors des attentats du 13-Novembre également, le milieu scolaire avait pu organiser un hommage aux victimes juste après le week-end, le lundi 16.

Cette fois, du fait de la coupure des vacances, et alors qu'un enseignant était visé, aucun événement n'a pu être mis en place. Surtout, à l'effroi et la sidération a succédé la colère chez quasiment tous les enseignants lorsqu'ils ont appris par courrier électronique, trois jours avant la reprise des cours, que les temps de discussions entre enseignants puis de débats avec les élèves, prévus initialement par le ministère de l'Éducation nationale le lundi 2 novembre, étaient finalement supprimés.

[Lien vers l'article](#)

La République du centre d'Orléans

13 octobre 2021

avec Agathe Riou, doctorante en archéologie

La fédération d'archéologie du Loiret s'installe en ville

Sully-sur-Loire. Sully accueille les archéologues. La fédération d'archéologie du Loiret dispose désormais d'un local à Sully-sur-Loire. Le choix de s'installer dans la Villa des sports, avenue du Chemin de fer, s'explique par la présence de salles de réunion et d'exposition gratuites. 2022 verra donc l'organisation d'une exposition d'archéologie, riche en découvertes, au centre culturel Saint-Germain.

Cette fédération a été créée en 1974 afin de favoriser l'étude, la valorisation et la promotion du patrimoine archéologique et historique départemental. Sa nouvelle présidente, Agathe Riou, veut apporter une ligne de conduite dynamique.

La jeune femme est doctorante à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle prépare une thèse en archéologie forestière en forêt d'Orléans et souhaite profiter de son mandat pour diversifier et valoriser ses actions, notamment en direction des jeunes.

[Lien vers Europresse](#)

Libération

13 octobre 2021

avec Sandra Laugier, professeure de philosophie

Ne cédon pas à la négation du «care»

On a pu croire durant quelques jours, il y a quelques mois pendant la pandémie, que le travail de «care» était enfin reconnu comme important. Le care a été révélé comme étant ce qui a permis à chacun de continuer dans sa vie ordinaire, mais aussi professionnelle - grâce au travail des soignants, comme à celui des nettoyeurs, des livreurs. L'importance de toutes ces personnes, en majorité des femmes, qui prennent soin de «nous» est apparue. La crise sanitaire mondiale a révélé dans nos sociétés des vulnérabilités radicales en même temps que celle de la planète -de la forme de vie humaine, des relations, et de la planète ; de chaque individu ramené à son chez-soi et à ses propres ressources, sans les personnes et services qui l'accompagnent dans les travaux ménagers, l'école habituellement externalisés.

[Lien vers Europresse](#)

Franceinfo

11 octobre 2021

avec *Christophe Ramaux, maître de conférences en sciences économiques*

Énergie : Le nucléaire et l'éolien en concurrence

Les tarifs de l'énergie connaissent une forte hausse depuis ces dernières semaines, forçant le gouvernement à intervenir. L'énergie nucléaire, qui couvre 70% des productions d'énergie, devance les énergies renouvelables. Mais face à la hausse des prix, est-elle toujours disponible à un tarif imbattable ? Pour le moment, oui : le prix de production serait de 48 euros le mégawattheure, contre 50 à 71 euros pour l'éolien. Mais selon des rapports de la Cour des comptes, le coût du nucléaire serait plutôt de l'ordre de 59,80 euros le mégawattheure. Une somme qui prend en compte les coûts de production.

Se passer du nucléaire, une mauvaise idée ?

Pour certains, une interrogation se pose : pourra-t-on se passer du nucléaire et utiliser uniquement de l'énergie issue de l'éolien ? D'après Christophe Ramaux, économiste et enseignant à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le cas de l'Allemagne, qui a mis ses centrales à l'arrêt, est un exemple. *"Pendant plusieurs jours, il n'y a eu ni soleil, ni vent en Allemagne. Quand il n'y en a pas en Allemagne, il n'y en a pas non plus en France. Résultat des courses, le prix de l'électricité a littéralement explosé"*, rappelle-t-il.

[Lien vers l'article](#)

The Conversation

11 octobre 2021

avec *Alexandrine Guyard-Nedelec, maîtresse de conférences en civilisation britannique*

L'avortement, un sujet majeur pour les artistes d'aujourd'hui

Si l'adaptation de *L'Événement* au cinéma par Audrey Diwan a obtenu le Lion d'or à la Mostra de Venise, cela n'aura apparemment pas suffi pour que la ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Élisabeth Moreno, ou la première dame, Brigitte Macron, se rendent à la projection organisée le 21 septembre dernier à l'Assemblée nationale. Elles y avaient pourtant été conviées.

Ce n'est pas la première fois que les arts s'emparent de la question de l'avortement en ce début de XXI^e siècle, loin s'en faut. Le roman d'Annie Ernaux porté à l'écran avait paru en 2000 ; le film roumain et belge *4 mois, 3 semaines, 2 jours*, réalisé par Cristian Mungiu, était sorti en 2007 et avait reçu la Palme d'or au 60^e festival de Cannes, pour ne citer qu'eux. Pour autant, les œuvres – littéraires et cinématographiques notamment – qui traitent de l'interruption volontaire de grossesse se sont multipliées ces deux dernières années dans les pays occidentaux, témoignant ainsi de l'acuité de cette question, que certains auraient souhaité circonscrire au Mouvement de libération des femmes et à son ancrage dans les années 1970.

[Lien vers l'article](#)

The Conversation

11 octobre 2021

avec Paolo Stuppia, chercheur associé en sociologie

Bonnes feuilles : « Géopolitique de la jeunesse »

Si le « moment 68 » a constitué une grille de lecture à l'origine de l'image mythique du « jeune engagé », les mobilisations actuelles de la jeunesse revêtent des formes différentes, entre incertitudes futures et luttes au présent. Dans un contexte de mondialisation, les Printemps arabes, les mobilisations LGBTQI+, les mouvements Fridays for Future ou de défense des conditions d'étude, témoignent tous d'une dynamique plurielle. En parallèle, l'engagement des jeunes est devenu une préoccupation pour les pouvoirs publics entraînant la création d'une diversité de dispositifs censés le favoriser.

Au travers de nombreux exemples, Valérie Becquet et Paolo Stuppia en analysent les ressorts dans « *Géopolitique de la jeunesse* », un ouvrage publié fin septembre 2021 aux éditions Le Cavalier Bleu et dont nous vous proposons de lire l'introduction.

[Lien vers l'article](#)

La Travel Tech

11 octobre 2021

avec Rémy Knafou, professeur émérite spécialiste du tourisme

ET17, c'est reparti pour un tour

2021 sera l'année où les start-ups seront mises à l'honneur.

UNITEC, dont le cœur de métier est l'accompagnement de start-up sur l'agglomération Bordelaise depuis plus de 30 ans, avait une réelle volonté de concilier son savoir-faire avec le monde du tourisme. Plus d'une trentaine de start-up seront ainsi présentes au Village des start-up, nouveau lieu dédié au monde de l'innovation et de la start-up dans le tourisme. Autant seront présentes comme simples participantes aux #ET17.

La plupart de ces start-ups seront accompagnées par des technopoles ou incubateurs et soutenues notamment par la **Région Nouvelle-Aquitaine, Provence Tourisme Innovation et l'Open Tourisme Lab**. Une programmation spécifique sera proposée au sein du Village des start-up en parallèle du programme officiel.

[Lien vers l'article](#)

Ouest France

11 octobre 2021

avec Pierre Wat, professeur d'histoire

Argentan. Université populaire d'histoire de l'art : « Mon but, c'est d'apprendre à voir »

Pourquoi parler d'université populaire ?

C'est un terme que j'utilise depuis longtemps, puisque j'anime des conférences à Paris. Je suis enseignant, j'ai toujours constaté qu'il y avait, dans le public, face à l'art, une envie de savoir. L'idée de l'université populaire, c'est de faire accéder à ce savoir, dans un cadre qui n'est pas un cadre académique habituel. L'idée populaire, c'est aussi celle de démocratisation. À Argentan, la décision de la gratuité a été prise par le Quai des arts. Ça correspond pleinement à l'état d'esprit.

Quel est l'objectif de ce cycle de six conférences ?

C'est un cycle organisé conjointement avec le musée Fernand-Léger – André-Mare et le Quai des arts. Notre objectif commun, c'est d'initier aux bases de l'histoire de l'art. Moi, mon but principal, c'est d'apprendre à voir. Le plus important n'est pas de fournir aux gens un savoir encyclopédique qu'ils peuvent trouver facilement sur leur ordinateur, mais de montrer comment on peut regarder de la peinture ensemble et donner un certain nombre de clés de lecture.

[Lien vers l'article](#)

Non Fiction

10 octobre 2021

avec Pierre Cras, maître de conférences

The Corner, une série moins connue de David Simon

Dans l'épisode 127 d'Histoire en séries, Pierre Cras présente la série The Corner où il montre comment le scénariste David Simon fait encore un portrait sans fard de la société américaine.

[Lien vers la vidéo](#)

Le Figaro

9 octobre 2021

avec Dominique Rousseau, professeur en droit constitutionnel

Le droit européen est-il réellement supérieur au droit français ?

DÉCRYPTAGE - Alors que la plus haute juridiction polonaise a rendu une décision inédite, affirmant la supériorité de sa législation sur le droit européen, certains politiques français appellent à suivre son exemple.

Jeudi dernier, le tribunal constitutionnel polonais a rendu une décision affirmant la supériorité de son droit national sur le droit européen. La haute juridiction a jugé que certains articles des traités de l'UE étaient « *incompatibles* » avec sa Constitution, sur le sujet de réformes judiciaires controversées introduites par le parti conservateur nationaliste au pouvoir, Droit et Justice (PiS).

Une initiative inédite qui fait trembler l'Europe des 27, redoutant un effet « *boule de neige* ». Il n'a pas fallu longtemps pour que certains politiques français s'emparent du sujet, appelant à suivre l'exemple polonais. Ce qui pourrait être « *dangereux* », alerte Dominique Rousseau, professeur de droit public à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Le constitutionnaliste estime qu'« *en remettant en cause les valeurs européennes, cela remettrait également en cause les valeurs françaises* ». Quel intérêt aurait la France à suivre la décision de la Pologne ? Le droit européen est-il réellement supérieur au droit français ?

[Lien vers Europresse](#)

AFP

8 octobre 2021

avec Muriel Pucci-Porte, maîtresse de conférences en sciences économiques

La pauvreté a baissé en 2019 en France ? Les limites du satisfecit d'Olivier Véran

Citant une étude de l'Insee, le ministre de la Santé Olivier Véran affirme que l'année 2019 a vu les revenus augmenter et la pauvreté diminuer, illustrant l'efficacité de la stratégie gouvernementale. Si le niveau de vie a effectivement augmenté cette année-là, en partie grâce aux mesures d'urgence prises en réponse aux "gilets jaunes", d'autres indicateurs officiels dessinent une évolution de la pauvreté bien plus contrastée.

[Lien vers l'article](#)

Franceinfo

8 octobre 2021

avec *Thomas Clay, professeur de droit*

L'adieu marseillais à Bernard Tapie, le sommet Afrique-France, le nouveau parti d'Édouard Philippe... Les informés du vendredi 8 octobre 2021

Les thèmes :

- **Les obsèques de Bernard Tapie à Marseille** : pourquoi ces trois jours d'adieux dignes d'un chef d'État ? L'affaire de l'arbitrage irrésolue ? Pourquoi l'hommage appuyé d'Emmanuel Macron, déjà au chevet de Marseille ?

- **Un sommet Afrique-France à Montpellier**, sans les chefs d'États africains. La relation difficile avec l'ex puissance coloniale, sur fond de guerre contre le djihad, de polémique sur les visas et de débat sur l'immigration. Le Vrai du Faux sera consacré au nombre d'Algériens en France.

- **Édouard Philippe lance son parti ce samedi**, pour peser dans la campagne présidentielle. Roule-t-il pour lui-même ? Les inquiétudes de la majorité. Après Éric Zemmour, un nouveau champion à droite ?

- **La question des Informés : faut-il revenir sur le non-cumul des mandats ?** Richard Ferrand le préconise dans l'émission Face aux Territoires sur TV5 Monde.

[Lien vers la vidéo](#)

Franceinfo

8 octobre 2021

avec *Loïc Blondiaux, professeur en science politique*

Les mots de la campagne présidentielle de 2022 : proportionnelle

C'est un serpent de mer qui revient à intervalles réguliers. L'idée d'avoir recours à la proportionnelle pour les élections législatives est défendue par plusieurs candidats à la présidentielle. "*La France a besoin de plus de démocratie, ce qui veut dire la mise en place de la proportionnelle*", a notamment déclaré Marine Le Pen, candidate du Rassemblement national, le 14 septembre, sur Europe 1. Yannick Jadot, le candidat écologiste, l'a également évoquée, début septembre, sur LCI.

Pour mieux comprendre cette règle électorale, franceinfo a interrogé le politologue Loïc Blondiaux, qui enseigne à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. "*La proportionnelle, c'est un mode de scrutin. C'est-à-dire une manière de transformer les voix en sièges [à l'Assemblée nationale]. Une manière de répartir les voix et d'attribuer les sièges entre les différents partis en fonction de leurs résultats électoraux*", explique-t-il.

[Lien vers l'article](#)

Jeune Afrique

7 octobre 2021

avec Adlene Mohammedi, docteur en géographie politique

France – Algérie : des tensions bien commodes

Quand une politique étrangère n'en est pas vraiment une, il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître. Pour reprendre la formule de l'officier prussien Carl von Clausewitz, qui disait que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », on peut affirmer qu'aujourd'hui, entre la France et l'Algérie, la politique étrangère se réduit à la poursuite de la politique intérieure par d'autres moyens.

Dans le cas du pouvoir algérien, la chose était admise : tout comme sa relative prudence sur la scène internationale, sa mentalité d'assiégé – prioritairement par rapport au voisin marocain et à l'ancienne puissance coloniale – est une forme de mécanisme de survie. La ritournelle de la « main étrangère », destinée à susciter un ersatz d'unité nationale, n'a pourtant pas fonctionné.

[Lien vers l'article](#)

Barlamane

7 octobre 2021

avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

«L'agonie économique et l'absence de perspective poussent le régime algérien à chercher des ennemis extérieurs»

«Entre 2015 et 2020, le PIB algérien s'est effondré de 40 % (en dollars) alors que, dans le même temps, la population croît de 1 million de jeunes par an» note Pierre Vermeren pour expliquer la mauvaise passe actuelle du régime algérien.

Dans un entretien accordé au *Figaro* pour son édition de 7 octobre, Pierre Vermeren, professeur d'histoire des sociétés berbères et arabes contemporaines à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, affirme que le regain de tensions entre l'Algérie et Paris, malgré la volonté d'apaisement de Paris, renferme plusieurs causes enchevêtrées.

«Les raisons sont nombreuses. D'abord, le régime algérien ressuscite des ennemis historiques, et la France en est un. Il a également réactivé son hostilité à Israël, à travers la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc, et Alger s'en est violemment pris au mouvement d'autonomie pour la Kabylie» note l'historien.

[Lien vers l'article](#)

Le Figaro

7 octobre 2021

avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

« Le régime algérien, fragilisé par la crise économique, cherche des boucs émissaires »

LE FIGARO. - *En réponse à la réduction drastique du nombre de visas accordés aux ressortissants du Maghreb, l'Algérie a fermé le 3 octobre son espace aérien aux avions militaires français et rappelé son ambassadeur. Comment expliquer ce regain de tensions, malgré la volonté d'apaisement de Paris ?*

Pierre VERMEREN. - Les raisons sont nombreuses. D'abord, le régime algérien ressuscite des ennemis historiques, et la France en est un. Il a également réactivé son hostilité à Israël, à travers la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc ; l'Algérie accuse le royaume d'avoir reconnu Israël en échange de la reconnaissance de la marocanité du Sahara par les États-Unis, mais aussi d'avoir utilisé sa technologie Pegasus, qui a permis d'espionner ses voisins. Et Alger s'en est violemment pris au mouvement d'autonomie pour la Kabylie.

[Lien via Europresse](#)

La Gazette des Communes

6 octobre 2021

avec Loïc Blondiaux, professeur de science politique

Le tirage au sort, une vraie fausse solution pour la constitution d'assemblées citoyennes

Associé à la mise en place de conventions citoyennes ou autres assemblées délibératives, le tirage au sort ne remplit pas ses promesses d'une mobilisation citoyenne tant attendue. Retours d'expérience des collectivités qui s'y sont frottées.

Les acteurs locaux de la participation citoyenne s'étaient donné rendez-vous à Amiens, du 13 au 17 septembre, pour « imaginer ensemble la démocratie de demain ». Un vaste défi pour cette 5^e édition des Rencontres européennes de la participation, organisée par le think tank Décider ensemble.

[Lien vers l'article](#)

Issy.com

5 octobre 2021

avec Carlos Moreno, enseignant-chercheur à l'IAE

Carlos Moreno : Ce dont nous avons besoin, c'est le pouvoir d'imaginer nos lieux de vie !

La conférence était organisée dans le cadre des "Conversations citoyennes" d'Issy-les-Moulineaux, exercice de démocratie participative qui a mobilisé 20% des foyers isséens à l'automne 2020, et qui va prendre la forme d'ateliers participatifs pour réfléchir ensemble à la Ville de demain. En amont de ces ateliers, qui auront lieu les 18 octobre et 15 novembre prochains sur les thèmes des mobilités et du cadre de vie, André Santini a souhaité inviter des experts reconnus dans leur domaine pour éclairer les réflexions du public.

C'était le cas avec le chercheur Carlos Moreno, professeur des Universités, co-fondateur et directeur scientifique de la chaire « Entrepreneuriat, Territoire, Innovation » de l'Université Panthéon Sorbonne, qui précède Pierre-André de Chalendar, PDG de Saint-Gobain et auteur de l'ouvrage *Le défi urbain, retrouver le désir de vivre en ville*, mercredi 20 octobre.

Expert international reconnu des villes, Carlos Moreno a rappelé qu'« il n'y a pas de ville idéale. Elle sera toujours en travaux, en développement, en réparation. Elle sera imparfaite, quelle que soit la qualité de la vision de ses dirigeants ». Et de citer Baudelaire qui écrivait dans *Les fleurs du Mal* que « la forme d'une ville change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel ».

[Lien vers l'article](#)

Réforme

5 octobre 2021

avec Christine Lazerges, professeure émérite de droit privé et sciences criminelles

Rapport de la Ciase sur les abus sexuels : « Il peut servir aux autres Eglises »"

Christine Lazerges, professeure émérite de droit privé et sciences criminelles à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, témoigne de son travail au sein de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise catholique, qui a présenté son rapport, mardi 5 octobre.

« Avec tous les éléments que nous avons rassemblés et les recherches effectuées, j'ai le sentiment que la Ciase a fait la lumière, confie Christine Lazerges, membre de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise catholique (Ciase), professeure émérite de droit privé et sciences criminelles à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Cette lumière est aussi intéressante pour d'autres Églises, et même pour les abus au sein des familles, car le lien que nous faisons entre pouvoir et abus de pouvoir, sacralisation, charisme excessif et facilitation des écarts sexuels au sein de l'Eglise catholique a cette force de révéler des causes applicables dans d'autres institutions ou communautés. Nos recommandations sont transposables pour d'autres institutions. »

[Lien vers l'article](#)

IMAZPRESS

5 octobre 2021

avec Michael Zemmour, maître de conférences en économie

Y a-t-il "150 milliards d'euros" de réserves disponibles pour le système de retraites?"

Contestée dans la rue et plombée par l'épidémie de Covid, le projet de réforme des retraites de l'exécutif a été abandonné en mars 2020 mais fait à nouveau parler de lui à six mois de la présidentielle. Du sommet de l'Etat en passant par la majorité LREM jusqu'à la droite, plusieurs voix appellent à réformer d'urgence un système qui a reversé 327,9 milliards d'euros de pensions en France en 2020 et accusé, cette année-là, un déficit de 18 milliards d'euros, grevé par l'épidémie mais moins élevé que prévu.

Numéro 2 de La France insoumise, le député Adrien Quatennens récuse, lui, toute urgence réformatrice en assurant notamment que le financement du système n'est pas menacé, du fait de l'existence d'un généreux matelas de réserves.

[Lien vers l'article](#)

Voix durable

4 octobre 2021

avec Marta Torre-Schaub, directrice de recherche et membre de l' Institut des sciences juridique et philosophique (ISJPS)

#9 Le droit de l'environnement peut-il sauver la planète ?

[Lien vers les plateformes d'écoute](#)

Challenges

2 octobre 2021

avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences en sciences économiques

Quel sort pour la dette Covid ?

Le "quoi qu'il en coûte" pour parer au choc de la crise sanitaire a fait exploser la dette publique tricolore. A fin juin, elle s'élevait à 2 762 milliards d'euros, gonflée de plus de 380 milliards par rapport à fin 2019, grimant de 97 % à 115% du PIB. Comment faire face au mur? La question a ouvert un débat animé entre économistes français, certains, classés à gauche, tels Thomas Piketty et Daniel Cohen (Ecole d'économie de Paris), plaidant pour annuler la partie de la dette - 25 % -détenue par la Banque centrale européenne, ou pour la transformer en dette perpétuelle, qu'il n'est plus besoin de rembourser. Cela ne lèse-rait aucun créancier puisque la BCE n'a pas de contrainte de solvabilité et a le pouvoir de compenser par de la création monétaire. "En effaçant cette ardoise, ça couperait l'herbe sous le pied à tout retour d'une politique "austéritaire" délétère, on éviterait que le montant monstrueux de la dette publique ne soit un prétexte à dire qu'il faut faire des coupes dans les services publics", défend Gaël Giraud, directeur de recherche au CNRS

[Lien vers Europresse](#)

La Recherche

1 octobre 2021

avec Marta Torre-Schaub, directrice de recherche et spécialiste de droit de l'environnement

La justice rappelle les États à leurs obligations

En France, la plus récente et innovante « bataille judiciaire » a pour cause la lutte contre le changement climatique. Quelles sont les perspectives ouvertes par les procès consacrés à ce sujet, dont l'exemple emblématique est celui dit de « l'Affaire du siècle » ? Ce recours porté devant le tribunal administratif de Paris par quatre ONG vise à ce que la responsabilité de l'État français soit reconnue du fait de son inaction face au changement climatique, ce qui provoquerait un préjudice écologique. Le 3 février 2021, le tribunal s'est prononcé dans un jugement dit « avant dire droit » (pris à titre accessoire afin de préparer ou attendre la solution du litige principal). Il a estimé que l'État est partiellement responsable de sa carence pour la période allant de 2015 à 2018, carence qui a provoqué un préjudice produisant une altération écosystémique de l'atmosphère. Le jugement définitif devrait être rendu d'ici à l'automne

[Lien vers Europresse](#)

20 Minutes

1 octobre 2021

avec Jérôme Medelli, enseignant au CIPCEA

Flux migratoires : Comment l'œuvre de Tolkien évoque le drame des réfugiés environnementaux

Découvrez, chaque jour, une analyse de notre partenaire The Conversation. Aujourd'hui, un universitaire évoque le concept de migrations dans Le Hobbit et Le Seigneur des anneaux

Les exodes et diasporas sont omniprésents dans l'œuvre de l'auteur du Hobbit et du Seigneur des anneaux, selon notre partenaire The Conversation. Chez J. R. R. Tolkien, les migrations résultent de causes diverses, dont environnementales, à la suite d'événements qui peuvent se résumer en une succession de catastrophes. Cette analyse a été menée par Jérôme Medelli, administrateur de l'État au ministère de l'écologie, enseignant à Sciences Po et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

L'exil environnemental est un phénomène majeur de notre temps qui, à l'heure de célébrer le 70ème anniversaire de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, reste hors du champ d'application de celle-ci.

[Lien vers Europresse](#)

Franceinfo

30 septembre 2021

avec Thomas Clay, professeur en droit

La condamnation de Nicolas Sarkozy, le candidat Xavier Bertrand, les annonces de Jean Castex sur le pouvoir d'achat

Les thèmes

- **Affaire Bygmalion** : Nicolas Sarkozy condamné à un an de prison ferme pour financement illégal de campagne électorale. L'ancien président de la République qui déplore "une injustice" annonce qu'il va faire appel.

- **Présidentielle 2022** : Dans une interview accordée au Figaro, le candidat Xavier Bertrand prévient qu'il ne se soumettra pas à "un congrès d'affrontement" ni à une primaire "sous une forme déguisée". Il propose aux autres candidats de droite (Eric Ciotti, Valérie Pécresse, Philippe Juvin, Michel Barnier) de se rencontrer très rapidement.

- **Hausse des prix de l'énergie** : le Premier ministre Jean Castex a annoncé jeudi que le gouvernement va "bloquer les prix du gaz" jusqu'en avril après la hausse de 12,6% qui sera appliquée à partir du vendredi 1er octobre. Il a également promis que l'augmentation des tarifs de l'électricité sera limitée à 4% jusqu'en février, grâce à une baisse de taxes.

[Lien vers l'émission](#)

La République du centre

30 septembre 2021

avec Patrick Gilbert, professeur émérite

Une table ronde sur les ETI, moteurs de l'emploi dans les territoires, aux Rendez-vous de l'histoire

Le Club ETI Centre-Val de Loire, Dev'up et la Région Centre-Val de Loire proposent une table ronde sur "Les ETI, moteurs de l'emploi dans les territoires", vendredi 8 octobre, dans le cadre des Rendez-vous de l'histoire. Ce festival, dont le thème central cette année est "Le travail", intègre en effet un cycle économie qui a pour ambition de développer la culture économique du public. Les principaux sujets qui occupent l'actualité économique y sont analysés et décryptés.

[Lien vers l'article](#)

Franceinfo

29 septembre 2021

avec Christophe Ramaux, maître de conférences en sciences économiques

Réforme de l'assurance chômage : que va changer le nouveau mode de calcul de l'allocation ?

Mardi 28 septembre, dans le duel éco du 23h, Étienne Lefebvre, rédacteur en chef des Échos, et Christophe Ramaux, professeur à l'université de la Sorbonne et membre des Économistes atterrés, débattent de la réforme de l'assurance chômage.

La réforme de l'assurance chômage divise toujours les syndicats et le gouvernement. Le 1er octobre 2021, un nouveau mode de calcul de l'allocation versée aux demandeurs d'emploi sera appliqué, ce qui a du mal à passer pour les organisations salariales. *"Le contexte a beaucoup changé par rapport au début de la crise sanitaire. Ce n'est pas une mesure brutale, parce qu'il n'y a pas une recherche d'équilibre financier immédiat, il n'y a pas de retour à l'équilibre prévu au mieux avant 2023"*, tempère Étienne Lefebvre, rédacteur en chef des Échos, sur le plateau du 23h, mardi 28 septembre.

[Lien vers l'émission](#)

Public Sénat

29 septembre 2021

avec Dominique Rousseau, professeur en droit constitutionnel

Immigration : le référendum voulu par Marine Le Pen est-il constitutionnel ?

« Ce que Marine Le Pen propose, c'est une sorte de coup d'État ! » Dominique Rousseau, juriste et professeur de droit constitutionnel à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, ne mâche pas ses mots auprès de Public Sénat à l'évocation du projet de loi référendaire sur l'immigration, présenté mardi par la candidate du Rassemblement national. À ses yeux : le référendum que la députée du Pas-de-Calais compte proposer « clé en main » aux Français si elle vient à accéder à l'investiture suprême implique une remise en cause des principes fondateurs de notre Constitution. « Pour faire passer ces propositions, il faudrait sortir de l'État de droit, de la démocratie », estime ce spécialiste.

[Lien vers l'article](#)

La Matinale du Monde

29 septembre 2021

avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Présidentielle : Marine Le Pen propose de sacraliser la « priorité nationale » dans la Constitution

Marine Le Pen annonçait un référendum sur l'immigration. Le projet de loi qu'elle a présenté, mardi 28 septembre, va en réalité bien au-delà : il s'agit d'une réforme profonde de plusieurs textes fondamentaux – dont les cinq premiers articles de la Constitution –, qui modifie substantiellement le pacte social fondé sur l'égalité. Il entend donner un fondement constitutionnel à « la *priorité nationale* » et cantonner les étrangers à « *des fonctions, des emplois ou des missions qui ne peuvent être exercées par des nationaux* ».

Encadrée par l'ancien magistrat Jean-Paul Garraud et le conseiller d'Etat Hervé Fabre-Aubrespy, qui ont tous deux mis la main au texte, la candidate du Rassemblement national (RN) à la présidentielle de 2022 a assuré présenter une « *réflexion solide* » contre l'immigration mais, dit-elle, « *sans remettre en cause l'Etat de droit* », bien qu'il s'agisse de passer outre « *toute règle de droit international ou communautaire* » qui serait contraire à son texte. Elle entend notamment vider le préambule de 1946 d'une partie de son contenu, en restreignant le droit d'asile – les demandes ne pourront être faites qu' « *en dehors du territoire national* » et ne seront autorisées qu'au compte-goutte, ainsi qu'elle le suggérait vis-à-vis des réfugiés afghans – et en limitant, voire en supprimant, le regroupement familial et les allocations aux étrangers.

[Lien vers Europresse](#)

You Tube

28 septembre 2021

avec Paul Cassia, professeur en droit public

Faut-il renationaliser les autoroutes ?

[Lien vers la vidéo](#)

Le Monde

28 septembre 2021

avec Sébastien Schick, maître de conférence en histoire et civilisations

De retour à l'université, la lassitude des enseignants-chercheurs face à la « gestion de la pénurie »

C'est tout juste la rentrée, mais la voilà déjà essoufflée. Oriane Petiot, 32 ans, est pourtant agrégée d'éducation physique et sportive (EPS) : l'endurance, elle connaît. Au printemps, elle a démissionné de sa fonction de responsable pédagogique de la licence 1 du département sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps) de l'université Rennes-II. Comme la totalité de ses collègues.

Habituellement, ce sont eux qui organisent la scolarité des étudiants. Mais cette année, ils ont refusé de préparer les emplois du temps et les groupes : la rentrée est donc reportée, pour le moment, au 4 octobre. « Aujourd'hui, personne ne veut me remplacer pour remplir cette mission : il faudrait être fou pour accepter. » La normalienne endossait seule la responsabilité des 650 étudiants de première année. Son unité de formation et de recherche (UFR), particulièrement sous-dotée, compte quatre membres du personnel administratif et 60 enseignants titulaires pour 2 800 étudiants. Soit un professeur pour 44 étudiants. A l'échelle nationale, on dénombre un titulaire pour 35 étudiants en Staps. Et un pour 17, toutes filières confondues.

[Lien vers Europresse](#)

The Conversation

28 septembre 2021

avec Cécile Michel, directrice de recherche au sein de l'UMR Arscan

Archéologie : à la rencontre des premières femmes d'affaires, en Mésopotamie

« Kulumaya t'apporte 9 étoffes, Iddin-Suen t'apporte 3 étoffes [...] Pourquoi m'écris-tu à chaque fois : " Les étoffes que tu m'envoies ne sont pas bonnes ? " Qui donc vit dans ta maison et déprécie mes étoffes lorsqu'elles arrivent ? Pourtant, je fais de mon mieux pour fabriquer et t'envoyer régulièrement des étoffes afin qu'à chaque voyage, en retour, je dispose d'au moins 10 sicles (82,5 g) d'argent pour gérer ta maison. »

Cette lettre, envoyée par Lamassî à son époux Pûshu-kên, a été découverte dans la maison de ce dernier lors des fouilles du site de Kültepe (non loin de Kayseri, Turquie), l'antique Kanesh, une ville prospère au XIX^e siècle av. J.-C. C'est là en effet que des marchands originaires d'Assur, sur le Tigre (Irak), ont établi le centre administratif de leur réseau de comptoirs commerciaux en Anatolie centrale. Ils apportaient avec eux de l'étain originaire de l'Est, et des étoffes importées de Babylonie (sud de l'Irak) ou tissées par leurs épouses et filles demeurées à Assur. Au retour, des caravanes plus petites rapportaient à Assur or et argent. Ces échanges commerciaux à longue distance étaient favorisés par des traités internationaux entre les autorités d'Assur et les souverains des cités-États anatoliennes.

[Lien vers l'article](#)

The Conversation

27 septembre 2021

avec Jean-Michel Tobelem, professeur associé HDR

Institutions culturelles : l'éternel retour de la question des prix d'entrée

Dans le journal *Le Monde*, l'économiste de la culture Françoise Benhamou vient de suggérer aux institutions culturelles d'augmenter leurs prix. Elle invite à une réflexion « dans le domaine de la billetterie, pour que le visiteur paie ce qu'il est prêt à payer. Souvent c'est plus élevé que le prix demandé. »

Et cela sur le fondement d'un concept cher aux économistes mais pouvant paraître contestable dans ses fondements aussi bien que dans ses conséquences, celui du « consentement à payer ». Pour faire simple, pour fixer le montant du prix d'un bien ou d'un service, on s'efforce par différents moyens de déterminer le prix que le consommateur serait prêt à payer pour en bénéficier.

[Lien vers l'article](#)

RFI

25 septembre 2021

avec André Guichaoua, spécialiste de l'histoire du Rwanda, professeur émérite

Théoneste Bagosora, considéré comme le «cerveau» du génocide au Rwanda, est mort

Théoneste Bagosora, 80 ans, est décédé au Mali où il purgeait une peine de 35 ans de prison. Il avait été reconnu coupable de « génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre » par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) à Arusha pour son rôle dans le génocide au Rwanda qui a coûté vie à plus de 800 000 personnes. Sa mort, annoncée sur Facebook par son fils Achille Bagosora, a été confirmée à RFI par l'administration pénitentiaire malienne.

Ancien séminariste, passé par l'École des officiers, le colonel Théoneste Bagosora est le numéro 2 du ministère rwandais de la Défense en 1994. Selon le TPIR, il est alors la plus haute autorité militaire du pays après l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana.

[Lien vers l'article](#)

The Conversation

23 septembre 2021

avec Christelle Gris, sociologue et chercheuse associée

Bonnes feuilles : «Femmes d'élus, sociologie d'un second rôle»

A l'orée d'une nouvelle campagne présidentielle, certains candidats à l'élection n'hésiteront pas à dévoiler une partie de leur vie privée afin de construire et présenter un récit familial séduisant. Christelle Gris, chercheuse associée au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne publie en septembre 2021 Femmes d'élus. Sociologie d'un second rôle aux éditions Le Bord de l'eau. Au-delà de la communication politique, elle analyse dans cet ouvrage le rôle essentiel et méconnu que jouent les conjointes d'hommes politiques dans la carrière électorale de ces derniers. En nouant concepts issus de la sociologie de la famille et de la sociologie politique, Christelle Gris brise l'image de l'élus coupé de ses attaches privées et sans affects tout en mettant en lumière l'importance de ces femmes impliquées de fait dans la vie politique. Extraits choisis.

[Lien vers l'article](#)

Attac.org

23 septembre 2021

avec Philippe Marchesin, maître de conférences en science politique

Recension du livre de Philippe Marchesin : La politique française de coopération. Je t'aide, moi non plus

Pour son ouvrage, Philippe Marchesin a travaillé dans le cadre de son enseignement et de ses recherches au département de science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et lorsqu'il a été en poste à l'étranger. C'est aussi le produit, et cela constitue des sources inestimables, de plus de 1000 entretiens et de 20 ans de travail mené avec ses étudiants de master, dans le cadre de mémoires et de dossiers de recherche. Le résultat est à la hauteur de ce travail considérable et de longue haleine. L'ouvrage, copieux, nous fait découvrir des pans entiers, jusque-là peu connus, de la construction et de la mise en œuvre de la politique française de coopération pour le développement menée depuis 40 ans.

Signalons d'abord que cet ouvrage est salué par des analystes de réputation. Dans la quatrième de couverture, Bertrand Badie, Jean-François Bayart Gordon Cumming et Jean-Jacques Gabas, tous spécialistes de relations internationales et fins connaisseurs de la coopération française pour le développement, confirment ainsi la qualité et la rigueur scientifique de l'ouvrage.

[Lien vers l'article](#)

La revue fiduciaire

23 septembre 2021

avec Francis Kessler, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles

Télétravail à l'international : séparer le vrai du faux

Alors que pour le télétravail exécuté depuis le territoire français seul le droit français est applicable, le télétravail depuis l'étranger conduit à ce que plusieurs ordres juridiques aient vocation à l'être. Il convient donc d'abord de déterminer quelles règles vont être applicables.

Pour résoudre d'éventuels conflits entre le droit français et le droit de l'État sur le territoire duquel le travail est effectivement exercé – « la loi du lieu d'emploi » dans le jargon utilisé –, il a été créé des règles qui ont vocation à désigner la loi (française ou étrangère ou les deux) applicable à la situation ainsi créée.

On parle de règles de conflits de lois. Un ordre juridique national ne pouvant pas s'imposer à un autre ordre juridique, ces règles ne peuvent qu'être le fruit d'accords interétatiques.

[Lien vers l'article](#)

RTS.ch

22 septembre 2021

avec Marie Buscatto, professeure de sociologie

Les femmes dans le jazz

Cully Jazz, Jazz Onze Plus, Jazz sous les étoiles, AMR Jazz Festival, JazzContreBand... La rentrée culturelle romande est marquée par une déferlante de festivals de jazz. Les programmes font la part belle aux jazzwomen et on pourrait s'imaginer que le monde très masculin du jazz prend enfin conscience des questions d'égalité femmes-hommes. Mais qu'en est-il réellement en 2021 pour les femmes du jazz? Alors qu'une table ronde sur le thème est organisée le 1er octobre 2021 à JazzContreBand, nous en parlons dans "L'écho des pavanes" avec Marie Buscatto, sociologue, professeure à l'Université Paris-Sorbonne et chercheuse à l'IDHE.S (CNRS), autrice de l'ouvrage "Femmes du jazz. Musicalités, féminités, marginalisations" (CNRS Editions), et Cléa Pellaton, bassiste, présidente de l'AMEF, Association des Musiciennes Étudiantes du Flon. Une émission animée par Anya Leveillé.

[Lien vers l'émission](#)

Mediapart

22 septembre 2021

avec Jean-Louis Robert, professeur émérite à l'université

La Commune de 1871: l'histoire continue

A l'occasion des 150 ans de la Commune, ce colloque entend non pas dresser un nouveau bilan des travaux effectués ces dernières décennies, mais au contraire ouvrir une fenêtre sur l'histoire en train de se faire, pour donner un aperçu des connaissances à venir. Aussi donne-t-il très largement la parole à de jeunes chercheurs et chercheuses. Entre approche au ras du sol – des trains, des boulangeries, des ambulances – histoire connectée, histoire de la culture matérielle, histoire du genre, et étude des représentations et imaginaires sociaux, ils et elles exposeront la richesse des travaux en cours. Ce renouvellement dialoguera avec les interprétations plus amples proposées par des spécialistes confirmés. La manifestation se conclura enfin par une réflexion collective sur les manières de dire la Commune par l'édition, l'écriture et l'image, d'hier à aujourd'hui. Une manière d'affirmer que l'histoire de la Commune continue, elle aussi.

[Lien vers l'article](#)

Maddyness

22 septembre 2021

avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences en sciences économiques

Monnaie hélicoptère : utopie ou futur remède anti-crise ?

Imaginez que vous receviez un SMS signé de Christine Lagarde, la présidente de la Banque Centrale Européenne, et que sur ce SMS il est écrit 'installez la nouvelle application BCE for people pour recevoir sur votre compte 200 euros par mois pendant un an en monnaie numérique' . La mise en situation de Jézabel Couppey-Soubeyran interpelle.

Trop beau pour être vrai ? Beaucoup croiraient évidemment à une arnaque... Et pourtant, cela pourrait bien arriver un jour, si la BCE décidait d'utiliser un nouvel instrument de relance : la monnaie hélicoptère.

[Lien vers l'article](#)

Maddyness

21 septembre 2021

avec Sarah Saint-Michel, maîtresse de conférences

Parité dans la tech : tout ne se joue-t-il pas avant l'entrée sur le marché du travail ?

Si ce sujet en est un, c'est que malgré une prise de conscience incontestable et une place dans le débat public de plus en plus prépondérante, de fortes disparités, y compris dans le monde des startups – en théorie plus avancé sur ces questions – sont toujours visibles. Loin d'être définitif, ce constat ne peut être que le point de départ d'une réflexion générale qui porte l'ambition d'un avenir plus radieux pour la parité en entreprise. En voici quelques pistes, discutées lors de la Maddy Keynote qui a eu lieu le 14 septembre dernier au Ground Control à Paris.

L'éducation, un levier évident

Les chiffres de la parité dans l'emploi ne mentent pas et leur analyse semble sans appel. La deuxième édition du baromètre SISTA x CNNum x BCG sur les conditions d'accès au financement des femmes dirigeantes de startups révèle par exemple que la part des équipes féminines ou mixtes ne représentent que 21% des startups françaises créées en 2020, soit 79% d'équipes fondatrices 100% masculines. Autre chiffre marquant, 85% des startups françaises financées et 90% du volume total de levée de fonds sont l'apanage d'équipes fondatrices 100% masculines.

[Lien vers l'article](#)

L'Humanité

20 septembre 2021

avec Nicolas Offenstadt, maître de conférences en histoire

Nicolas Offenstadt : « L'histoire n'est pas un récit neutre, objectif, froid et indépendant de l'époque »

Comment raconter l'histoire, comment analyser la façon dont l'histoire nous influence, mais aussi dans quelle mesure notre regard influence le récit ? Réponse avec Nicolas Offenstadt, historien et professeur à l'université Paris I Panthéon Sorbonne, invité de la Fête de l'Humanité 2021.

[Lien vers la vidéo](#)

La Gazette des Communes

20 septembre 2021

avec Géraldine Chavrier, professeure de droit public

Présidentielle : les candidats aux petits soins avec les collectivités

A sept mois de l'élection présidentielle, les plaidoyers en faveur d'une nouvelle relation entre l'Etat et les collectivités ne manquent pas. Les candidats déjà déclarés, dont la majorité exercent un mandat local, louent les mérites des régions, départements et communes. « La crise de la Covid a acté la fin du centralisme », a ainsi déclaré Xavier Bertrand (Ex-LR) début septembre.

En présentant à Châlons-en-Champagne son projet de « République des territoires », le président de la région Hauts-de-France a proposé « une réforme constitutionnelle qui donnera aux collectivités la possibilité d'adapter les lois et règlements nationaux aux réalités locales. »

Ce principe de « différenciation » selon les territoires est déjà inscrit dans la Constitution (article 72), mais seulement à titre expérimental et pour une durée limitée. Il figure également dans le projet de loi constitutionnelle « pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace » présentée en mai 2018 par le gouvernement, ainsi que dans le projet de loi « 3DS » (pour différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification).

[Lien vers Europresse](#)

Euronews

17 septembre 2021

avec Carlos Moreno, spécialiste des villes et professeur

Qu'est-ce que la «ville du quart d'heure» et comment peut-elle changer nos vies»

Lorsque le Covid-19 a frappé l'année dernière en 2020, il a entraîné avec lui la fermeture des écoles et des bureaux, vidé les transports publics et, dans certains cas, restreint les habitants à un périmètre étroit autour de leur maison.

Mais avec l'adage "faire feu de tout bois" à l'esprit, ce sont précisément ces restrictions qui ont donné aux urbanistes l'occasion de repenser la façon dont nous pouvons réorganiser nos villes de manière plus écologique et durable.

C'est ainsi qu'est né le concept de la "ville du quart d'heure", qui stipule que tous nos besoins fondamentaux devraient être satisfaits en moins de 15 minutes de marche ou de vélo de notre domicile.

[Lien vers l'article](#)

France Culture

16 septembre 2021

avec Sylvie Lindeperg, professeure d'Histoire

Attentats du 13 novembre 2015, les dessous d'un procès historique

8 caméras et 50 micros. Plans de coupe autorisés sur le président qui écoute une victime ou un accusé qui répond à ses questions. Voilà les conditions imposées pour le film du procès qui sera versé aux archives nationales.

Neutralité et objectivité sont les maîtres-mots de la réalisation même si pour Sylvie Lindeperg, historienne cette tâche s'avère difficile : « *On filme pour les archives et avec un cahier des charges strict qui cherche au fond à refroidir les passions et à tenter d'accéder à ce que je considère comme une impossible objectivité. Mais avec l'idée, finalement, que ceux qui filment ne doivent pas apporter leurs empreintes sur les images filmées* ».

[Lien vers l'article](#)

Vie de l'université

Gabon Review

17 octobre 2021

à propos du déplacement de Julien Fretel, directeur du département de Science politique et de Joan Anfossi-Divol, maître de conférences, directrice du Pôle Relations extérieures de l'École de Droit de la Sorbonne au Gabon pour finaliser un partenariat avec le groupe EM Gabon-Université

Enseignement supérieur : Le groupe EM Gabon-Université et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne bientôt partenaires

Deux hauts responsables du département de Science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sont à Libreville où ils explorent les voies d'un partenariat avec le groupe EM Gabon-Université du Pr Daniel Franck Idiata. Il s'agit du Pr Julien Fretel, directeur du département de Science politique et directeur du Centre européen de sociologie et de science politique et Joan Divol, Maître de conférences, directrice EDS-RE Pôle Relations extérieures de l'École de Droit de la Sorbonne et directrice de la Fondation des États-Unis à Paris.

Les deux institutions ambitionnent d'examiner ensemble, les possibilités pratiques d'un rapprochement et créer une synergie incluant toutes les facettes d'une coopération interuniversitaire gagnant-gagnant, aussi bien pour les équipes pédagogiques que pour les étudiants.

[Lien vers l'article](#)

Bulletin quotidien

13 octobre 2021

à propos de la nomination de Julien Benini au poste de DGS

M. Julien BENINI a été nommé directeur général des services de l'Université

M. Julien BENINI a été nommé directeur général des services de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

M. Julien BENINI, jusqu'alors directeur général adjoint des services de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chargé de la coordination et de l'efficacité des moyens, a été nommé directeur général des services de cette même université. Il remplace Mme Martine RUAUD, en poste depuis 2016, admise à faire valoir ses droits à la retraite.

[Lien vers Europresse](#)

AEF

8 octobre 2021

à propos du prix de la communication de l'Arces remporté par l'université pour sa revue #1257

L'Arces remet ses prix 2021 de la communication dans l'enseignement supérieur

L'Arces a décerné les prix 2021 de la communication, ce jeudi 7 octobre 2021 à l'occasion de son assemblée générale. Il y avait pour cette édition 24 établissements candidats pour 40 dossiers présentés au jury. Ce dernier était composé de 24 professionnels de la communication, de journalistes et de directeurs de communication du privé comme du public.

[Lien de téléchargement Filex](#)

Tendance hotellerie

30 septembre 2021

l'université est citée en tant que co-organisatrice du 3^e colloque université hôtellerie

Food Hotel Tech dévoile le programme de ses conférences 2021 : entre meilleures pratiques et vision prospective

- ***Des keynotes pour profiter de l'expertise des géants du web, avec Facebook et TripAdvisor***
- ***Des conseils d'experts pour appliquer les bonnes pratiques dans les établissements d'hôtellerie restauration***
- ***Un colloque sur le voyageur d'affaires en partenariat avec La Sorbonne***
- ***Des témoignages inspirants de professionnels déjà digitalisés***
- ***Un mantra : mêler prospective et problématiques quotidiennes pour apporter une information constructive à chaque professionnel de l'hôtellerie restauration***

Food Hotel Tech revient à Paris pour une quatrième édition pleine de promesses. Le Paris Event Center accueille à nouveau le salon du digital au service de l'hôtellerie restauration les 9 et 10 novembre prochains. Comme à son habitude, le salon réunit tout ce que la tech a de meilleur au service de l'hôtellerie restauration. Les dernières innovations seront présentées sur les stands mais seront également le sujet de conférences inspirantes et interactives, qui feront la part belle aux échanges et aux découvertes.

[Lien vers l'article](#)

Monde des grandes écoles et universités

30 septembre 2021

à propos de la conférence de presse rentrée de l'université

Quoi de neuf à la rentrée 2021 pour l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ?

« Tout est mis en œuvre pour assurer une rentrée 2021 dans les meilleures conditions possibles et avec un retour maximal au présentiel. Des masques et quelques milliers d'autotests ont déjà été distribués aux personnels et aux étudiants, les dispositifs de ventilation vérifiés et les passe sanitaires contrôlés dès que nécessaire » introduit Julien Bénini, directeur général des services de l'Université lors de la conférence de presse organisée par l'université le 28 septembre. Un protocole sanitaire éprouvé donc, conjugué avec volet d'accompagnement des étudiants : reconduction de dispositifs de prêt de PC et aide à la connexion via un partenariat avec Emmaüs Connect par exemple.

[Lien vers l'article](#)

Studyrama

24 septembre 2021

l'université figure dans le classement mondial QS Quacquarelli Symonds - Employabilité des diplômés

QS révèle les meilleures universités mondiales pour l'emploi des diplômés

QS Quacquarelli Symonds, analystes mondiaux de l'enseignement supérieur, ont publié leur analyse approfondie dans la relation entre le choix de l'université et les résultats professionnels des diplômés. Le résultat est le QS Graduate Employability Rankings 2022 : une liste indépendante des meilleures universités du monde qui donnent une bonne employabilité à leurs diplômés.

[Lien vers l'article](#)

Franceinfo

22 septembre 2021

l'université y est citée concernant la revue universitaire de l'Institut Pierre Renouvin

Coopération militaire avec le groupe Wagner : quand Bamako et Bangui mettent en avant leur passé avec Moscou

La relation historique avec les Russes est l'un des arguments en Centrafrique et au Mali pour justifier une possible coopération avec le groupe paramilitaire Wagner. A l'instar des Centrafricains, les Maliens pourraient faire appel à cette société pour combattre le terrorisme, même si Bamako dément avoir conclu un accord.

Une relation "ancienne" avec les Russes

Cette histoire commune avec la Russie a été récemment évoquée par le président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, dans un entretien accordé à *Jeune Afrique* (article payant) qui reconnaît la présence "d'instructeurs" et de "supplétifs" russes dans son pays, mais pas celle de membres du groupe Wagner dont la présence sur le sol centrafricain est largement documentée. *"Nous avons demandé l'aide de tous les pays de bonne volonté et aussi de l'UE (...) Nous n'avons pas eu de réponse favorable. La Fédération de Russie, avec qui notre relation est ancienne, a quant à elle répondu présente. Un autre pourrait faire de même. Pour la Centrafrique, la solution ne passe pas par la Russie ou par la France, mais par la France et par la Russie. Ce qui nous a été donné est en deçà de nos besoins. Nous ne refusons donc aucune main tendue."*

[Lien vers l'article](#)

Que Faire à Paris

20 septembre 2021

L'université est citée et co-organise l'événement

Exposition «50/50»

« Saint-Charles (après 68 et avant les réformes de l'ESR) brille dorénavant pour moi comme un diamant noir : si je connaissais quelques enseignant·e·s avant d'intégrer l'UFR, je reste, après coup, sidéré du fait que pas un·e de ses "chargé·e·s de cours" ne soit inconnu·e, pour ne pas dire d'une incontestable dimension dans l'art et la pensée. Où trouverait-on, aujourd'hui, autant de peintures, par ailleurs si pointues dans leurs domaines ? »

– Dominique Pasqualini (été 2021)

Qu'ils en aient brossé les murs afin de suivre les premiers enseignements en arts plastiques dispensés au cœur d'une université française, l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ou se préparer au professorat de second degré dans cette même discipline enfin libérée des anachronismes dix-neuviémistes de feu la formation du lycée Claude-Bernard, nombreux sont les artistes qui sont passés par le centre Saint-Charles plutôt que les écoles des beaux-arts depuis son inauguration officielle, en 1972, sous l'impulsion du philosophe **Bernard Teyssède**.

[Lien vers l'article](#)

France 3 Régions

18 septembre 2021

avec Clothilde Beoutis, étudiante en master à l'université

Journées du patrimoine en Côte-d'Or : des fouilles en public à Alésia

Depuis un mois, une quinzaine d'étudiants s'affaire pour découvrir des vestiges du passé sur le site d'archéologie d'Alésia, à Alise-Sainte-Reine en Côte-d'Or. C'est le cas par exemple de Clothilde Beoutis, étudiant en master à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

"Au début, c'est très impressionnant. Après, on finit un petit peu par oublier et donc on fouille plus tranquillement. Mais c'est sûr que c'est toujours émouvant de retrouver des objets qui témoignent du passé et des vestiges très anciens", indique la jeune femme.

Pour les journées du patrimoine 2021, ce chantier de fouilles est exceptionnellement ouvert au public. *"Habitant à Alise-Sainte-Reine, nous sommes toujours très intéressés par ce qu'il se fait dans les fouilles d'Alésia. Et toujours très surpris de tout ce qu'ils trouvent et de tout ce qu'il y a encore à découvrir",* confie une visiteuse.

[Lien vers l'article](#)
